

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1494 - 24 mai 1990 - 5,5 F

D 1494. NICARAGUA: DE LA RÉVOLUTION À L'ALTERNANCE

Où va le Nicaragua d'après les élections du 25 février 1990 (cf.DIAL1479)? La passation des pouvoirs s'est effectuée en toute normalité le 25 avril, conformément au protocole de procédure signé le 27 mars précédent. En ce qui concerne la démobilisation de la Résistance nicaraguayenne - la "contra" - les accords de Toncontín (Honduras) du 23 mars avaient arrêté le 20 avril comme date limite pour le désarmement. La Résistance nicaraguayenne remettait en cause ces accords parce que le gouvernement de Mme Violeta de Chamorro avait décidé de maintenir en fonction le général Humberto Ortega, frère de l'ancien président, à la tête de l'armée. Finalement un accord définitif était signé le 5 mai prévoyant la fin de la démobilisation pour le 10 juin prochain.

Quoi qu'il en soit de ce côté-là, le fait majeur au Nicaragua est d'une part, la fin de la période révolutionnaire, avec les nécessaires reconsidérations stratégiques pour le Front sandiniste de libération nationale - FSLN; d'autre part, les possibilités du nouveau gouvernement sous la conduite de Mme Violeta de Chamorro, la présidente élue.

Les deux documents présentés dans ce dossier constituent des éléments de compréhension de la nouvelle donne politique.

Note DIAL

1. Editorial de Pensamiento Proprio d'avril 1990

UN SEXENNAT DE COMPROMIS?

Le 27 mars les équipes désignées par le président Ortega et par la présidente élue Violeta de Chamorro ont annoncé la signature du "Protocole de procédure de transfert du pouvoir exécutif" du Nicaragua.

L'importance de l'événement a été largement soulignée par l'ensemble de la presse du pays: dans une nation avec près de 169 ans d'indépendance qui allait assister pour la première fois à une passation pacifique du pouvoir, l'effet de maturité d'une telle étape ne pouvait passer inaperçu.

Au-delà du symbole des deux forces engagées dans les élections et antagoniques, encore en guerre un mois auparavant, qui se mettent d'accord sur un transfert pacifique du pouvoir, il y a peut-être là l'indice d'un début de compromis historique.

On a tant de fois, au cours des dix dernières années, entendu mentionner "les moments historiques et leur haute signification" que nous courons encore une fois le risque d'ajouter une nouvelle date à une liste déjà longue. Il faut pourtant dire que la signature du protocole modifie le cours des événements, redéfinit l'histoire et permet de la lire à la lumière d'une nouvelle dynamique sociale et politique.

Par une singulière ironie de la vie, le gouvernement sandiniste a délimité un espace qui n'a jamais été mis à profit par l'opposition, alors qu'il était légale-

ment inscrit dans le cadre constitutionnel. Une opposition nécessaire qui, du seul fait de son existence, légitimait le caractère non autoritaire du pouvoir.

Il n'a pas été possible d'occuper cet espace: ceux qui auraient pu le faire ont préféré la voie du boycottage et de la guerre; ceux qui ont accepté de jouer le jeu n'ont pas été capables de se définir, privant ainsi la société d'un rapport horizontal. Ils ont manqué de représentativité.

Ceux qui sont arrivés aujourd'hui au pouvoir sont ceux ayant choisi le boycottage, ceux qui n'ont pas voulu jouer le jeu institutionnel. Ils ont gagné par accumulation de mécontentement et non point par leurs propositions programmatiques.

Mais pour la première fois en dix ans il existe un parti réellement représentatif qui occupe l'espace d'opposition délimité par lui-même, quand il était au pouvoir. Cet espace est-il vraiment trop étroit, face à un pouvoir exécutif établi à la mesure du sandinisme, ou bien les marges réduites d'action d'hier s'expliquent-elles par les faiblesses inhérentes aux opposants de l'époque? La pratique seule en fera la démonstration.

Il reste que l'Union nationale d'opposition (UNO) devra faire la preuve, après avoir assumé le pouvoir, qu'elle n'est pas un simple instrument des Etats-Unis, alors qu'elle est née sous l'ombre protectrice des dollars. L'UNO doit se convertir en projet national. Les années qui viennent seront son baptême du feu.

Pour le Front sandiniste, la signature du protocole signifie l'abandon d'une hypothèse révolutionnaire: le FSLN a accepté les mécanismes institutionnels. Le projet de révolution comme expression idéologique s'est montré être limitatif, face à la dynamique sociale, car il en était venu à superposer à cette même dynamique sociale un schéma idéologique pré-établi.

Dorénavant tout est nouveau, et tout reste à écrire. On peut légitimement se demander quelle sera la capacité de gouverner de l'UNO, vu les forces sociales qu'elle représente actuellement: les milieux patronaux, une masse dispersée de paysans et un sous-prolétariat urbain. Pour sa part, le FSLN représente encore la classe moyenne, productive et intelligente.

Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire contemporaine d'un gouvernement capable de subsister sans le soutien de la classe moyenne. Cela donne à penser que l'UNO devra rapidement reconstruire la sienne. Comment procédera-t-elle? Par instrumentalisation de bases sandinistes? Par cooptation? En ce cas le FSLN n'a plus qu'à se refaire une virginité et à revoir ses pratiques et ses liens par rapport à ses bases et aux masses. En abandonnant des pratiques et des discours qui l'ont isolé de ces mêmes bases qui l'ont conduit au pouvoir en 1979.

Pour finir, si le FSLN entend se refaire une majorité sociale pour un gouvernement "à partir d'en bas", il lui faudra soutenir les plans de reconstruction de l'économie nationale et reformuler son discours. Car pour gouverner d'en bas il ne suffit pas d'être dans l'opposition comme simple mécanisme d'acquisition d'un certain quota de pouvoir, sans capacité aucune de formulation d'une autre politique de gouvernement.

La société a changé et voté contre une transformation artificielle de la société.

D'autres aussi doivent changer: les Etats-Unis doivent accepter cette alliance et la réalité d'un gouvernement modéré dont la politique économique tend à un développement du pays dans le respect de la culture nationale.

2. Les tendances à l'intérieur de l'Union nationale d'opposition - UNO (revue *Envío* d'avril 1990)

(...)

Quant aux contradictions plus profondes, nous pourrions distinguer trois tendances à l'intérieur de l'UNO. Ces trois tendances relèvent de la contradiction fondamentale qui sous-tend les autres contradictions importantes déjà signalées.

Une première tendance serait celle qui prétend revenir totalement et globalement au passé somoziste. En somme ses partisans cherchent à gommer entièrement les acquis de la révolution, ce qui implique le démantèlement de l'armée sandiniste, la réattribution de toutes les terres à ceux qu'ils appellent "leurs anciens propriétaires d'origine", et la reprivatisation de toute la propriété sociale et étatique conformément aux critères d'un libéralisme du 19^e siècle. De par les intérêts qu'ils défendent et le projet qu'ils nourrissent, les partisans de cette tendance représentent le somozisme, qu'ils aient été ou non membres du Parti libéral-national de Somoza, qu'ils aient été ou non toujours et tous sympathisants de Somoza.

Cette tendance se retrouve dans quelques partis d'origine conservatrice et libérale qui dépendent pour une bonne part du secteur le plus extrémiste des milieux d'entreprise privée regroupés dans le Conseil supérieur de l'entreprise privée - COSEP. Dans les mois à venir, cette tendance sera renforcée par les autres chefs d'entreprises nicaraguayens qui, à leur retour d'exil, réclameront leurs anciennes propriétés.

Une deuxième tendance à l'intérieur de l'UNO est celle d'un groupe aussi anti-sandiniste que le précédent, mais qui est l'expression - comme tendance - d'une petite bourgeoisie radicalisée à droite. Cette radicalisation est tout à fait typique dans les mouvements révolutionnaires et également contre-révolutionnaires: tandis qu'un secteur de la petite bourgeoisie parie sur le projet révolutionnaire, l'autre secteur s'allie à la droite. Les partis représentatifs de cette tendance (le Parti libéral indépendant - PLI (1), le Parti communiste du Nicaragua - PC de N, et le Parti socialiste nicaraguayen - PSN) - une constante des mouvements petits bourgeois - manquent de projet politique clair, consistant et défini; ils avancent par oscillation, ce qui rend difficile toute caractérisation exacte de leur ligne programmatique. Il ne fait cependant aucun doute que les intérêts défendus par cette tendance ne coïncident pas, sur des points très importants, avec ceux de la tendance somoziste; même si leurs partisans ne parviennent pas à articuler un projet cohérent, ils ne veulent pas pour autant un retour au passé.

Une troisième tendance de l'UNO est représentée par les chefs d'entreprises installés au Nicaragua qui sont restés dans le pays en dépit des difficultés et des incertitudes de la révolution et de la guerre contre-révolutionnaire; dans l'ensemble, ils ne faisaient pas partie de la fraction somoziste de la bourgeoisie d'avant 79, mais ils se situaient dans ce qui s'était appelé la bourgeoisie d'opposition à Somoza. Même si ce milieu a en commun avec les somozistes une même origine de classe, il est resté dans l'histoire du Nicaragua en contradiction sérieuse avec le somozisme; actuellement ses intérêts objectifs et son mode de pensée ne sont pas les mêmes que ceux de la tendance somoziste. C'est un secteur social beaucoup plus souple et ouvert, décidé à conserver les mesures révolutionnaires qu'il considère positives, voire même facteur de stabilité du pays à long terme. Les terres remises aux paysans seraient le meilleur exemple de telles mesures. L'apparition au Nicaragua d'une couche de moyens et petits propriétaires, au titre de la réforme agraire, est à long terme un élément de stabilité sociale nationale. Le fait que les propriétés de ces chefs d'entreprises n'aient généralement pas été expropriées par la révolution et qu'elles aient bénéficié des possibilités d'un régime d'économie mixte, ne leur fait pas désirer un retour brutal au passé. Ce secteur social est celui que représente la présidente Violeta de Chamorro.

(1) Virgilio Godoy, élu à la vice-présidence de la République, était le président du PLI (NdT).

Ainsi qu'on peut donc le voir, l'UNO est une alliance d'éléments hautement incompatibles, avec des contradictions qui sont profondes et qui se traduisent de différentes manières. Gouverner un pays en crise avec une telle pluralité d'intérêts ne va pas être tâche facile. Et moins facile encore si l'on tient compte du fait que l'UNO a, en face d'elle, un parti d'opposition solidement organisé, comptant sur 41% des voix et bénéficiant du soutien des syndicats les plus importants du pays: l'Association des travailleurs de la campagne - ATC, la Centrale sandiniste des travailleurs - CST, les principaux syndicats d'enseignants et de la santé publique, etc., tous milieux sociaux disposés aux justes revendications salariales.

Au nombre des voix, à la cohésion de parti et à l'organisation populaire il faut ajouter le fait que les forces armées actuelles ont pour origine les guérilleros qui ont abattu la dictature militaire somoziste. Cette circonstance historique explique que la majorité des militaires nicaraguayens - aujourd'hui plus nombreux et professionnalisés - sympathisent avec le Front sandiniste de libération nationale - FSLN. Par ailleurs et en raison de la Constitution, la Cour suprême dont la majorité des membres sont sandinistes reste en fonction jusqu'en 1993. Et du fait également que dans l'Assemblée législative le rapport des députés est de 51 à 39, il est évident que si l'une des trois grandes tendances de l'UNO s'allie au FSLN elle parviendra à une large majorité au Parlement.

Le résultat des élections met ainsi une alliance faible de partis faibles à la tête du gouvernement, face à un parti fort avec un grand pouvoir. Il faut signaler que le FSLN entend pratiquer une opposition "constructive" et que l'affrontement se fait en fonction du fait que les ressources extérieures dont le Nicaragua a besoin pour faire face à la crise économique sont très limitées. L'aide européenne attendue va se réduire beaucoup car l'Europe de l'Ouest est tournée vers l'Europe de l'Est. Le Japon ne fait pas d'investissements significatifs dans un pays aussi instable que le Nicaragua. Et aux Etats-Unis, le débat sur la somme limitée de 300 millions de dollars d'aide a bien vite montré les limites de l'aide nord-américaine. Cela obligera le gouvernement de l'UNO à demander le soutien du FMI, de la Banque mondiale et de l'AID, ce qui supposera des mesures d'ajustement économique rigides qui seront difficilement applicables sans négociations avec une opposition forte et dans un climat de crise économique aussi profonde.

L'usure de l'UNO auprès du peuple qui lui a accordé ses voix est une possibilité réelle si des changements significatifs ne se produisent pas en matière économique et sur le plan de la paix. Si nous considérons l'Amérique latine dans son ensemble, nous constatons que des partis parvenus au pouvoir avec des marges de voix supérieures à celles obtenues par l'UNO et avec une meilleure adhésion populaire, ont subi une usure rapide en raison des limitations économiques auxquelles se sont heurtées leurs propositions populistes. Il est significatif qu'en Amérique centrale les partis de quatre des cinq présidents qui avaient signé les accords d'Esquipulas II, aient déjà perdu les élections; on s'attend à ce que le parti de Cerezo les perde cette année. La situation de crise économique à laquelle va s'affronter l'UNO a mis en crise des partis beaucoup plus enracinés et plus expérimentés qui n'ont pas franchi le cap d'une réélection.

Aucune de ces contradictions et aucun de ces problèmes n'enlève de son importance au pouvoir réel qui est celui de l'UNO en parvenant au gouvernement du pays. Très vite nous allons assister aux tentatives d'affaiblissement et de démantèlement de la structure de l'armée populaire par différents moyens. Nous allons bientôt voir se déclencher de larges offensives idéologiques en direction des 30% d'indécis qui ont finalement accordé leur voix à l'UNO. Nous apprendrons probablement bien vite la présence multipliée de la CIA au Nicaragua sous de nombreuses formes nouvelles d'action. La victoire de l'UNO permettra de remettre en cause par la voie légale de nombreux acquis de la révolution. Les garanties et libertés stipulées dans la Constitution peuvent même être partiellement rendues inopérantes si l'exécutif décrète l'état d'urgence.

A partir du 25 avril vont s'ouvrir des situations nouvelles certainement difficiles pour les deux partis en lice. Mais s'il est vrai que la défaite électorale diminue notablement le pouvoir du FSLN - nous pouvons même dire qu'elle est pour le projet révolutionnaire un choc stratégique qui contraint le FSLN à reconsidérer sa stratégie - il n'est pas moins vrai que la victoire de l'UNO ne couche pas celle-ci dans un lit de roses où exercer le pouvoir conquis par les urnes.

Le triomphe de l'UNO ouvre trois chemins

En raison du nouveau rapport de forces - un gouvernement de l'UNO face à l'opposition d'un FSLN ayant déclaré qu'il allait gouverner "à partir d'en bas" - trois chemins s'ouvrent au Nicaragua à la situation complexe et inédite.

Le premier chemin est celui du renforcement de la démocratie et de la paix.(...) Le deuxième chemin, diamétralement opposé, est celui de l'intervention militaire nord-américaine. (...) Le troisième chemin est intermédiaire: la déstabilisation progressive du pays. (...)

Ces trois chemins possibles montrent que nous sommes plus que jamais entre la guerre et la paix, et que l'hypothèse intermédiaire peut, pour sa part, déboucher sur la paix ou sur la guerre. Nous sommes également entre la démocratie et la dictature, car le chemin de la paix conduit de toute façon à la démocratie tandis que le chemin de la guerre, dans l'actuel rapport de forces, mène logiquement à la dictature comme seule façon de stabiliser un pays violemment déstabilisé. La paix va de pair avec la démocratie, et la guerre avec la dictature. Il est donc du devoir de tous les Nicaraguayens, comme de tous les chrétiens, de rechercher inlassablement le chemin de la paix et de la démocratie. Aucune raison partisane, de l'un ou l'autre signe, ne peut peser davantage dans la balance que la raison nationale d'éviter une autre guerre au peuple nicaraguayen qui a majoritairement voté pour la paix, tant dans les 55% de l'UNO que dans les 41% du FSLN.

Le choix de la paix et de la démocratie suppose que s'imposent les secteurs non extrémistes existant dans l'UNO et dans le FSLN. Concrètement cela veut dire, dans l'UNO, la force hégémonique que représentent Violeta de Chamorro et ses proches partisans, et dans le FSLN, une direction nationale unie - il n'y a aucun signe d'une rupture d'unité après son échec électorale - pour maintenir la cohésion dans les rangs sandinistes, en particulier chez les cadres intermédiaires et à la base qu'une situation critique pourrait faire échapper au contrôle.

Et dans le gouvernement des Etats-Unis, quelle sera la dynamique qui parviendra à s'imposer vis-à-vis du Nicaragua? Là aussi, indubitablement, il y a contradiction entre une dynamique de concertation et une dynamique d'affrontement. Celle de la concertation fera le choix de la démocratie et de la paix, avec le maximum d'accord du sandinisme. Celle de l'affrontement encouragera la poursuite de la "guerre de basse intensité", en vertu de l'option de déstabilisation progressive du pays, débouchant éventuellement sur l'intervention militaire. La contre-révolution et le secteur somoziste de l'UNO seraient alors les alliés de l'intérieur pour les belliqueux de Washington. Le pragmatisme des secteurs coiffés par Violeta de Chamorro et Daniel Ortega a pour répondant, aux Etats-Unis, ceux qui prônent la concertation avec le Nicaragua et l'Amérique centrale, une dynamique allant dans le sens de leurs intérêts car ils pourraient plus librement s'occuper de problèmes mondiaux plus importants à leurs yeux au plan international.

(...)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 350 F - Etranger 410 F - Avion 480 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441